

Vu l'avis du Conseil flamand des Sports, rendu le 12 juillet 2005;  
 Vu l'accord budgétaire donné à la séance du Gouvernement flamand du 7 septembre 2005;  
 Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises;  
 Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au point 4° Catégorie IV de l'Annexe I<sup>re</sup> à l'arrêté du 31 mai 2002 fixant les conditions d'obtention de subventions pour le sport de haut niveau, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 mai 2005, un nouveau tiret est inséré entre le quatrième et le cinquième tiret, rédigé ainsi qu'il suit : "taekwondo : sparring (olympique)".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant les Sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
 Bruxelles, le 16 septembre 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
 Y. LETERME

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,  
 B. ANCIAUX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2656

[2005/202765]

#### 29 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'une Cellule de développement territorial

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Considérant qu'en vue de mener à bien les objectifs que s'est fixé le Gouvernement wallon en matière de développement territorial dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration de politique régionale et du plan stratégique transversal "Création d'activités", notamment quant à :

- la planification stratégique de mesures de développement territorial et économique durable;
- la rédaction des cahiers spéciaux des charges relatifs aux études d'incidences des plans de secteurs;
- l'étude et la transcription graphique et littérale des projets de révision des plans de secteurs;
- le suivi, pour le Gouvernement wallon, de l'ensemble de la procédure d'approbation;

Considérant que la mise en œuvre de ces différentes mesures nécessite l'adaptation du processus décisionnel et des structures administratives y afférentes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 août 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 août 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 août 2005;

Vu le protocole n° 456 du Comité de secteur XVI, établi le 23 septembre 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de mettre en œuvre d'urgence cette structure administrative en vue de respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon en termes de redressement économique;

Sur proposition du Ministre du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué une Cellule de développement territorial, ci-après dénommée "la Cellule".

La Cellule est placée sous l'autorité du Ministre du Développement territorial.

**Art. 2.** La Cellule est chargée, notamment, de l'exécution des décisions prioritaires du Gouvernement wallon en matière d'aménagement du territoire et de développement territorial et, plus particulièrement, de la mise en œuvre :

- de la planification stratégique de mesures de développement territorial et économique durable;
- de la rédaction des cahiers spéciaux des charges relatifs aux études d'incidences des plans de secteurs;
- de l'étude et de la transcription graphique et littérale des projets de révision des plans de secteurs;
- du suivi, pour le Gouvernement wallon, de l'ensemble de la procédure d'approbation.

Le Gouvernement wallon décidera de la date de fin de la mission par arrêté.

**Art. 3.** La Cellule établit tous les trois mois un rapport d'activités au Ministre du Développement territorial décrivant de manière synthétique les travaux de la Cellule.

Le fonctionnaire dirigeant est également chargé de transmettre un rapport annuel au Gouvernement wallon par l'intermédiaire du Ministre du Développement territorial.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** La Cellule est dirigée par un fonctionnaire dirigeant désigné par le Gouvernement wallon sur la proposition d'une commission de sélection composée de représentants du Ministre-Président, du Ministre du Développement territorial, du Ministre du Budget, du Ministre de la Fonction publique, de l'Inspection des Finances et d'un professeur d'université expert en aménagement du territoire. Ce fonctionnaire dirigeant possèdera un profil d'expert de haut niveau dans le domaine de l'aménagement du territoire avec, de surcroît, une expérience en matière de gestion administrative.

Le fonctionnaire dirigeant de la Cellule bénéficie d'une échelle de rang A3.

§ 2. Outre le fonctionnaire dirigeant de la Cellule visé au § 1<sup>er</sup>, le personnel de la Cellule comprend :

- a) 4 personnes de niveau 1, dont 1 de rang A4 et 3 de rang A6;
- b) 4 personnes de niveau 2+ ou de niveau 2.

§ 3. Les personnes visées au § 2 sont désignées par le Gouvernement wallon, sur proposition de la commission de sélection visée au § 1<sup>er</sup> du présent article élargie au fonctionnaire dirigeant, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, notamment l'article 5.

**Art. 5.** Les traitements des personnes désignées par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région wallonne.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de l'article 9, il est alloué aux membres du personnel de la Cellule, qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement wallon ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

- A4 ou A6 pour le personnel de niveau 1;
- B3 pour le personnel de niveau 2+ ou C3 pour le personnel de niveau 2.

§ 2. Le personnel de la Cellule, visée à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, bénéficie des augmentations intercalaires prévues par l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

**Art. 7.** Si le personnel visé à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, literas *a* et *b*, a déjà la qualité d'agent des services du Gouvernement, il est mis à disposition de la Cellule conformément à l'article 445 du Code de la Fonction publique wallonne.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Il est accordé aux personnes en fonction à la Cellule une allocation fixée comme suit :

1<sup>o</sup> la personne visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour le Chef de Cabinet adjoint par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

2<sup>o</sup> les personnes visées à l'article 4, § 2, litera *a*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour les attachés ou conseillers par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

3<sup>o</sup> les personnes visées à l'article 4, § 2, litera *b*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 2. La situation pécuniaire du personnel de la Cellule qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à une fondation d'utilité publique visée par la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1<sup>o</sup> lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue au § 1<sup>er</sup> du présent article. Lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de ce membre du personnel de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2<sup>o</sup> lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue au § 1<sup>er</sup> du présent article qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1<sup>o</sup> lui seraient applicables.

**Art. 9.** Les membres du personnel de la Cellule ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que les allocations visées aux articles 6 et 8 du présent arrêté.

**Art. 10.** Les personnes visées à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, literas *a* et *b*, bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** Les dispositions des articles 505 à 563 du Code de la Fonction publique wallonne en matière d'allocations, d'indemnités et de frais de séjour ou de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables mutatis mutandis aux agents de la Cellule.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel visés à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon. Il est équivalent :

- a) à l'indemnité de Chef de Cabinet adjoint pour le fonctionnaire dirigeant visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>;
- b) à l'indemnité d'attaché ou de conseiller pour le personnel de niveau 1 visé à l'article 4,

§ 2, litera *a*;

- c) à l'indemnité de personnel d'exécution pour le personnel de niveau 2+ ou de niveau 2 visé à l'article 4, § 2, litera *b*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être payée à due concurrence en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les indemnités et allocations visées aux articles 6, 8, 10 et 11 sont payées conformément aux modalités déterminées par le Code de la Fonction publique wallonne.

L'allocation mensuelle est égale à 1/12<sup>e</sup> du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 8, 10 et 11 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachés à l'indice 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre du Développement territorial peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans la Cellule et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve, après avoir fait valoir ses droits, dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Ministre du Développement territorial peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans la Cellule et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel et de toute manière des revenus procurés par une allocation de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Les allocations et indemnités prévues aux articles 6, 8, 10 et 11 ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

**Art. 14.** Délégation est accordée au Chef de Cabinet du Ministre du Développement territorial pour engager et approuver toute dépense imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du présent arrêté.

**Art. 15.** Délégation est accordée au dirigeant de la cellule visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base relatives au fonctionnement de la cellule et à l'achat de biens divers à créer au sein de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la Cellule et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 17.** Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

**Art. 18.** Le Ministère de la Région wallonne met à disposition de la Cellule les locaux, les bureaux et le mobilier nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

L'équipement informatique, en ce compris tout logiciel, base de données ou documents nécessaires à l'exécution des missions lui confiées, est mis à disposition de la Cellule par le Ministère de la Région wallonne. Pour le surplus, cet équipement peut être acquis ou loué dans les conditions énoncées à l'article 19.

**Art. 19.** Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le dirigeant de la Cellule propose au Ministre en charge du Développement territorial les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission.

Il prépare le cas échéant les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 18.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 21.** Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2656

[2005/202765]

**29. SEPTEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Gründung einer Zelle für die räumliche Entwicklung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

In der Erwägung der durchzuführenden Verwirklichung der Ziele, die sich die Wallonische Regierung in Sachen räumliche Entwicklung im Rahmen der Umsetzung der regionalpolitischen Erklärung und des bereichsübergreifenden strategischen Plans "Schaffung von Aktivitäten" gesetzt hat, dies insbesondere in Bezug auf:

- die strategische Planung der Maßnahmen zur nachhaltigen räumlichen und wirtschaftlichen Entwicklung;
- die Abfassung der Sonderlastenhefte in Bezug auf die Umweltverträglichkeitsprüfungen der Sektorenpläne;
- die Untersuchung und die graphische und buchstäbliche Übertragung der Entwürfe in Sachen Sektorenplanänderung;

- die Weiterbehandlung der Gesamtheit des Genehmigungsverfahrens für die Wallonische Regierung;

In der Erwägung, dass die Umsetzung dieser unterschiedlichen Maßnahmen eine Anpassung des Entscheidungsverfahrens und der damit verbundenen administrativen Strukturen erfordert;

Aufgrund des am 18. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. Mai 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Mai 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 23. September 2005 aufgestellten Protokolls Nr. 456 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, diese administrative Struktur sofort einzurichten, um die durch die Wallonische Regierung in Sachen Wirtschaftsaufschwung verfolgten Zielsetzungen einzuhalten;

Auf Vorschlag des Ministers der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Eine weiter unten "die Zelle" genannte Zelle für die räumliche Entwicklung wird eingerichtet.

Die Zelle wird unter die Aufsicht des Ministers der räumlichen Entwicklung gestellt.

**Art. 2** - Die Zelle wird u.a. mit der Durchführung der vorrangigen Beschlüsse der Wallonischen Regierung in Sachen Raumordnung und räumliche Entwicklung und ganz besonders mit der Umsetzung von folgenden Punkten beauftragt:

- strategische Planung der Maßnahmen zur nachhaltigen räumlichen und wirtschaftlichen Entwicklung;
- Abfassung der Sonderlastenhefte in Bezug auf die Umweltverträglichkeitsprüfungen der Sektorenpläne;
- Untersuchung und graphische und buchstäbliche Übertragung der Entwürfe in Sachen Sektorenplanänderung;
- Weiterbehandlung der Gesamtheit des Genehmigungsverfahrens für die Wallonische Regierung;

Die Wallonische Regierung wird den Zeitpunkt, an dem die Aufgabe der Zelle beendet ist, durch einen Erlass festsetzen.

**Art. 3** - Alle drei Monate übermittelt die Zelle dem Minister der räumlichen Entwicklung einen Tätigkeitsbericht, in dem die Arbeiten der Zelle auf zusammenfassende Weise beschrieben werden.

Der leitende Beamte wird ebenfalls damit beauftragt, der Wallonischen Regierung über den Minister der räumlichen Entwicklung einen Jahresbericht zu übermitteln.

**Art. 4** - § 1 - Die Zelle wird durch einen leitenden Beamten geführt, der durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag eines Auswahlausschusses bezeichnet wird, der aus Vertretern des Minister-Präsidenten, des Ministers der räumlichen Entwicklung, des Ministers des Haushalts, des Ministers des öffentlichen Dienstes, der Finanzinspektion und eines in Sachen Raumordnung fachkundigen Universitätsprofessors besteht. Dieser leitende Beamte wird ein hochqualifiziertes Profil im Bereich der Raumordnung und zusätzlich dazu eine Erfahrung in Sachen administrative Verwaltung besitzen.

Für den leitenden Beamten der Zelle ist eine Gehaltstabelle des Dienstranges A3 vorgesehen.

§ 2 - Außer dem in § 1 erwähnten leitenden Beamten der Zelle besteht das Personal der Zelle aus:

- a) 4 Personen der Stufe 1, wobei eine den Dienstrang A4 und drei den Dienstrang A6 besitzen;
- b) 4 Personen der Stufe 2+ oder der Stufe 2.

§ 3 - Die in § 2 erwähnten Personen werden durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten und um den leitenden Beamten ergänzten Auswahlausschusses bezeichnet, dies gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, insbesondere dem Artikel 5.

**Art. 5** - Die Gehälter der durch die Wallonische Regierung bezeichneten Personen gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

**Art. 6 - § 1** - Unbeschadet des Artikels 9 wird den Personalmitgliedern der Zelle, die dem Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den weiter unten stehenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

- A4 oder A6 für das Personal der Stufe 1;
- B3 für das Personal der Stufe 2+ und C3 für das Personal der Stufe 2.

§ 2 - Das Personal der in Artikel 4, §§ 1 und 2 erwähnten Zelle erhält die im Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen zeitlich gestuften Gehaltserhöhungen.

**Art. 7** - Wenn das in Artikel 4, §§ 1 und 2, unter *a*) und *b*) erwähnte Personal bereits die Eigenschaft als Bediensteter der Dienststellen der Regierung besitzt, wird es gemäß Artikel 445 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes der Zelle zur Verfügung gestellt.

**Art. 8 - § 1** - Den in der Zelle tätigen Personen wird eine wie folgt festgesetzte Zuwendung gewährt:

1° der in Artikel 4, § 1 erwähnten Person wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2005 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für den beigeordneten Kabinettschef vorgesehen ist.

2° den in Artikel 4, § 2, unter *a*) erwähnten Personen wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2005 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die Attachés bzw. Berater vorgesehen ist.

3° den in Artikel 4, § 2, unter *b*) erwähnten Personen wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2005 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für das Ausführungspersonal vorgesehen ist.

§ 2 - Die finanzielle Stellung der Personalmitglieder der Zelle, die, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber damit einverstanden ist, die Auszahlung des Gehaltes weiter zu leisten, erhält der Betroffene die in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehene jährliche Zuwendung. Wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, zahlt die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle die Besoldung dieses Mitglieds des Personals der Zelle, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den in seiner ursprünglichen Einrichtung auf es anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden.

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts aussetzt, erhält der Betroffene eine als Gehalt geltende jährliche Zuwendung, die um die in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehene jährliche Zuwendung erhöht wird. Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als die Besoldung, die um die Gehaltszulagen, Prämien und unterschiedlichen Entschädigungen im weiteren Sinne und um die Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1 erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

**Art. 9** - Die Mitglieder des Personals der Zelle können keine anderen Besoldungszulagen als die in den Artikeln 6 und 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen in Anspruch nehmen.

**Art. 10** - Die in Artikel 4, §§ 1 und 2, unter *a*) und *b*) erwähnten Personen erhalten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

**Art. 11 - § 1**. Die Bestimmungen der Artikel 505 bis 563 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Sachen Zuwendungen, Entschädigungen und Aufenthalts- oder Fahrtkosten, die durch dienstbedingte Fahrten sowie durch die Benutzung von öffentlichen Transportmitteln entstehen, finden mutatis mutandis Anwendung auf die Personalmitglieder der Zelle.

§ 2. Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 4, §§ 1 und 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitgliedern anstelle der Essengutscheine gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf den Artikel 22, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2005 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung festgesetzt. Er entspricht:

- a*) der Entschädigung des beigeordneten Kabinettschefs für den in Artikel 4, § 1 erwähnten Beamten;
- b*) der Entschädigung eines Attachés oder eines Beraters für das in Artikel 4, § 2, Buchstabe *a* erwähnte Personal der Stufe 1,
- c*) der Entschädigung des Ausführungspersonals für das in Artikel 2 § 4, Buchstabe *b* erwähnte Personal der Stufe 2+ oder der Stufe 2;

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

**Art. 12 - § 1** - Die in den Artikeln 6, 8, 10 und 11 erwähnten Entschädigungen und Zuwendungen werden gemäß den im Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bestimmten Modalitäten ausgezahlt.

Die monatliche Zuwendung entspricht 1/12. des Jahresbetrags. Wenn die monatliche Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie gemäß der im Besoldungsstatut des Personals vorgesehenen Regel der Ministerien in Dreißigsteln ausgezahlt.

Die in den Artikeln 8, 10 und 11 vorgesehenen Entschädigungen und Zuwendungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

**Art. 13 - § 1** - Der Minister der ländlichen Entwicklung kann den Personen, die ein Amt in der Zelle ausgeübt haben und kein berufliches Einkommen oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhstandspension erhalten, entsprechend den nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2 - Diese pauschale Zuwendung enthält:

- einen Monat als Gehalt geltender Zuwendung für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von drei bis sechs Monaten;
- zwei Monate als Gehalt geltender Zuwendung für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von sechs Monaten bis zu einem Jahr;
- drei Monate als Gehalt geltender Zuwendung für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von einem Jahr bis zu achtzehn Monaten;
- vier Monate als Gehalt geltender Zuwendung für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von achtzehn Monaten bis zu zwei Jahren;
- höchstens fünf Monate als Gehalt geltender Zuwendung für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von zwei Jahren und mehr.

§ 3 - Die Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Die Bedingung für deren Gewährung besteht in der monatlichen Einreichung durch den Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Lagen befindet, nachdem er seine Rechte gelten lassen hat.

§ 4 - In Abweichung von § 1 kann der Minister der ländlichen Entwicklung den Personen, die ein Amt in der Zelle ausgeübt haben und die entweder ausschließlich Inhaber von einem oder mehreren Teilämtern in einer einer gesetzgebenden Behörde unterliegenden Dienststelle, einer öffentlichen Dienststelle oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens oder Inhaber einer oder mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Karrieren verbundenen Pensionen zu Lasten der Staatskasse sind, oder die Arbeitslosengeld, gesetzliche Entschädigungen bei Krankheit oder Invalidität oder Mutterschaft erhalten, eine pauschale Abgangszuwendung gewähren.

Die Abgangszuwendung wird dann gemäß § 2 festgelegt und nach Gewichtung um den Gesamtbetrag verringert, der dem Betroffenen für die entsprechende Periode entweder als Vergütung für die Ausübung eines unvollständigen Amtes oder als Rente zu zahlen ist, je nachdem der Betrag der Abgangszuwendung die Ausübung einer Vollzeit- oder Teilzeitleistung betrifft, und auf jeden Fall um die Einkünfte, die auf einer Arbeitslosenunterstützung oder einer gesetzlichen Vergütung aus der Versicherung gegen Krankheit und Invalidität oder bei Mutterschaft beruhen, verringert.

§ 5 - Die in den Artikeln 6, 8, 10 und 11 vorgesehenen Zuwendungen und Entschädigungen sowie die Einkünfte, die gemäß den Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches von 1992 bei der Bestimmung der Anzahl der zu Lasten stehenden Personen nicht berücksichtigt werden, werden bei der Bestimmung der pauschalen Abgangszuwendung nicht berücksichtigt. Den Personen, die freiwillig aus dem Amt treten, wird keine Abgangszuwendung gewährt.

**Art. 14** - Dem Kabinettschef des Ministers der räumlichen Entwicklung wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf eine innerhalb des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region zu schaffende spezifische Basiszuwendung anrechenbar und mit den dem in Artikel 4, §§ 1 und 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährten Entschädigungen und Zuwendungen verbunden ist.

**Art. 15** - Dem in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Erlasses leitenden Beamten der Zelle wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe in Höhe von maximal 5.500 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die innerhalb des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region zu schaffenden Basiszuwendungen anrechenbar ist, die mit dem Funktionieren der Zelle und dem Ankauf von verschiedenen Gütern verbunden sind.

**Art. 16 - § 1** - Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird mit der administrativen Unterstützung der Zelle in Sachen Personal und mit der Verwaltung der dem in Artikel 4, §§ 1 und 2 erwähnten Personal gewährten Gehälter, Entschädigungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2 - Dem für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten zuständigen Berater wird Vollmacht erteilt, um jede durch den ersten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf eine innerhalb des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region zu schaffende spezifische Basiszuwendung anrechenbar und mit den dem in Artikel 4, §§ 1 und 2 erwähnten Personal gewährten Gehältern, Entschädigungen und Zuwendungen verbunden ist.

**Art. 17** - Die vorherigen Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

**Art. 18** - Das Ministerium der Wallonischen Region stellt der Zelle die Räumlichkeiten, die Büros und das Mobiliar, die zu deren reibungslosen Arbeit notwendig sind, zur Verfügung.

Das Computersystem, einschließlich jeglicher Software, jeglicher Datenbank oder der zur Durchführung der ihr anvertrauten Aufgaben notwendigen Dokumente, werden der Zelle durch das Ministerium der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt. Im Übrigen kann diese Ausrüstung unter den in Artikel 19 angegebenen Bedingungen erworben bzw. gemietet werden.

**Art. 19** - Unter Einhaltung der für die öffentlichen Aufträge geltenden Bestimmungen schlägt der Leiter der Zelle dem mit der räumlichen Entwicklung beauftragten Minister die Dienstleistungsverträge vor, insbesondere, um sich die Mitwirkung der Beratungsbüros zur Unterstützung seiner Aufgabe zu sichern.

Er bereitet gegebenenfalls die Vorschläge in Bezug auf Anschaffungen, die zusätzlich zu den in Artikel 18 erwähnten materiellen Mitteln notwendig wären.

**Art. 20** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 21** - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung  
A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2005 — 2656

[2005/202765]

**29 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van een Cel Ruimtelijke Ontwikkeling**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2005 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Overwegende dat de doelstellingen die de Waalse Regering in het kader van de uitvoering van de gewestelijke beleidsverklaring en het overkoepelend beleidsplan "Jobcreatie" vastgelegd heeft ter zake van ruimtelijke ontwikkeling, in goede banen geleid dienen te worden, onder meer wat betreft :

- de beleidsplanning van duurzame ruimtelijke en economische ontwikkelingsmaatregelen;
- de opmaak van bijzondere bestekken betreffende de milieueffectonderzoeken van gewestplannen;
- het onderzoek naar en de grafische en letterlijke overschrijving van ontwerpen tot herziening van de gewestplannen;
- de opvolging, voor de Waalse Regering, van de gehele goedkeuringsprocedure;

Overwegende dat de uitvoering van die verschillende maatregelen de aanpassing van de besluitvorming en van de daarop betrekking hebbende bestuurlijke structuren nodig maakt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 augustus 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 augustus 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 25 augustus 2005;

Gelet op het protocol nr. 456 van Sectorcomité nr. XVI van 23 september 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat die bestuurlijke structuur dringend uitgevoerd dient te worden met het oog op de inachtneming van de doelstellingen die de Waalse Regering in termen van economisch herstel nastreeft;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een Cel Ruimtelijke Ontwikkeling opgericht, hierna "de cel" genoemd.

De cel wordt onder het gezag van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling geplaatst.

**Art. 2.** De cel wordt onder meer bepaald belast met de uitvoering van de prioritaire beslissingen die de Waalse Regering getroffen heeft ter zake van ruimtelijke ontwikkeling en ordening en in het bijzonder wat betreft de uitvoering van :

- de beleidsplanning van duurzame ruimtelijke en economische ontwikkelingsmaatregelen;
- de opmaak van bijzondere bestekken betreffende de milieueffectonderzoeken van gewestplannen;
- het onderzoek naar en de grafische en letterlijke overschrijving van ontwerpen tot herziening van de gewestplannen;
- de opvolging, voor de Waalse Regering, van de gehele goedkeuringsprocedure;

De Waalse Regering zal bij besluit beslissen over de datum waarop de opdracht beëindigd wordt.

**Art. 3.** De cel stelt driemaandelijks een activiteitenverslag op ter attentie van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling, waarin de werkzaamheden van de cel samenvattend omschreven worden.

De leidend ambtenaar wordt er eveneens mee belast een jaarverslag over te maken aan de Waalse Regering, via de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling.

**Art. 4.** § 1. De cel wordt geleid door een leidend ambtenaar, aangewezen door de Waalse Regering op de voordracht van een selectiecommissie bestaande uit vertegenwoordigers van de Minister-President, de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling, de Minister van Begroting, de Minister van Ambtenarenzaken, de Inspectie van Financiën en een hoogleraar die deskundige is op het vlak van ruimtelijke ontwikkeling. Die leidend ambtenaar bezit het profiel van topdeskundige op het vlak van ruimtelijke ordening met daarenboven ervaring in bestuurlijk beheer.

De leidend ambtenaar van de cel geniet een schaal van rang A3.

§ 2. Naast de leidend ambtenaar van de cel bedoeld in § 1 omvat het personeel van de cel :

- a) 4 personen van niveau 1, waaronder 1 van rang A4 en 3 van rang A6;
- b) 4 personen van niveau 2+ of niveau 2.

§ 3. De personen bedoeld in § 2 worden aangewezen door de Waalse Regering, op de voordracht van de selectiecommissie bedoeld in § 1 van dit artikel, uitgebreid met de leidend ambtenaar, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, inzonderheid op artikel 5.

**Art. 5.** De lonen van de personen aangewezen door de Waalse Regering zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Onverminderd artikel 9 wordt aan de personeelsleden van de cel die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, of, meer algemeen, van elke openbare dienst, een als wedde geldende kabinetstoelage verleend waarvan het bedrag vastligt in de hierna vermelde schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

- A4 of A6 voor het personeel van niveau 1;
- B3 voor het personeel van niveau 2+ of C3 voor het personeel van niveau 2.

§ 2. Het personeel van de cel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, komt in aanmerking voor de tussentijdse verhogingen bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

**Art. 7.** Als het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, litterae *a* en *b*, reeds de hoedanigheid van personeelslid van de Regeringsdiensten bezit, wordt het overeenkomstig artikel 445 van de Waalse Ambtenarencode ter beschikking van de cel gesteld.

**Art. 8. § 1.** Er wordt de personen die bij de cel werkzaam zijn, een toelage verleend die als volgt wordt vastgesteld :

1<sup>o</sup> de persoon bedoeld in artikel 4, § 1, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage voorzien voor de adjunct-kabinetschef bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2005 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

2<sup>o</sup> de personen bedoeld in artikel 4, § 2, litera *a*, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage voorzien voor de attachés of adviseurs bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2005 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

3<sup>o</sup> de personen bedoeld in artikel 4, § 2, litera *b*, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage voorzien voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2005 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 2. De bezoldiging van de personeelsleden van de cel die zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten evenwel ressorteren onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut bedoeld bij de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1<sup>o</sup> indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in § 1 van dit artikel bedoelde jaarlijkse toelage; Indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt het Waalse Gewest de wedde van het personeelslid van de cel terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2<sup>o</sup> indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, verkrijgt betrokkene een als wedde geldende jaarlijkse toelage, verhoogd met de jaarlijkse toelage bedoeld in § 1 van dit artikel zonder dat die wedde evenwel hoger of lager mag zijn dan de wedde verhoogd met de aanvullende weddebedragen, premies en vergoedingen van allerlei aard in ruime zin en de toelage die betrokkene zou krijgen in het geval dat de bepalingen bedoeld onder 1<sup>o</sup> op hem van toepassing zouden zijn.

**Art. 9.** De personeelsleden van cel mogen geen andere aanvullende bezoldiging krijgen dan de toelagen bedoeld in de artikelen 6 en 8 van dit besluit.

**Art. 10.** De personen bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, litterae *a* en *b*, hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

**Art. 11. § 1.** De bepalingen van de artikelen 505 tot en met 563 van de Waalse Ambtenarencode inzake toelagen, vergoedingen en verblijf- en reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen in het belang van de dienst en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis toepasselijk op de personeelsleden van de cel.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, van dit besluit, kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld onder verwijzing naar de vergoedingen bedoeld bij artikel 22, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2005 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering. Het staat gelijk met :

- a)* de vergoeding van adjunct-kabinetschef voor de leidend ambtenaar bedoeld in artikel 4, § 1;
- b)* de vergoeding van attaché of adviseur voor het personeel van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, litera *a*;
- c)* de vergoeding voor het uitvoerend personeel voor het personeel van niveau 2+ of niveau 2 bedoeld in artikel 4, § 2, litera *b*.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiséerd in geval van deeltijdse dienstverstreking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid.

**Art. 12. § 1.** De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 6, 8, 10 en 11 worden betaald overeenkomstig de wijze bepaald bij de Waalse Ambtenarencode.

De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12e van het jaarlijks bedrag. Wanneer de maandvergoeding niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in de bezoldigingsregeling van het personeel van de Ministeries.

§ 2. De in de artikelen 8, 10 en 11 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

**Art. 13.** § 1. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling kan onder de hierna vermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die een functie hebben uitgeoefend in de cel en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het door een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gewaarborgd bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2. Die forfaitaire vergoeding omvat :

- één maand als wedde geldende toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden als wedde geldende toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden als wedde geldende toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden als wedde geldende toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- hoogstens vijf maanden als wedde geldende toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 3. De vertrektoelage wordt in maandelijkse bedragen toegekend. Voorwaarde voor de toekenning van de de vertrektoelage is dat de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij, na zijn rechten te gelde te hebben gemaakt, één van de in § 4 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die functies in de cel hebben uitgeoefend die hetzij uitsluitend één of meer deeltijdse functies vervullen bij een dienst die onder een wetgevende overheid ressorteert, een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinrichting of één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist genieten die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen of wettelijke ziekte-invaliditeits- of moederschapsvergoedingen ontvangen.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2 en verminderd, na weging, met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige functies of als pensioen naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse dienstverstrekking en, in elk geval, met de inkomsten van een werkloosheidsuitkering of met wettelijke ziekte-invaliditeits- of moederschapsvergoedingen.

§ 5. De toelagen en vergoedingen bedoeld in de artikelen 6, 8, 10 en 11, evenals de inkomsten die volgens de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992, niet meeberekend worden in het aantal personen ten laste, worden niet in overweging genomen voor de bepaling van de forfaitaire vertrektoelage. De personen die hun ambt vrijwillig neerleggen komen niet in aanmerking voor de vertrektoelage.

**Art. 14.** Er wordt aan de kabinetschef van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling een machtiging verleend om elke uitgave die toerekenbaar is op een specifieke basisallocatie op te richten in organisatie-afdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, van dit besluit, vast te leggen en goed te keuren.

**Art. 15.** Er wordt aan de leidende ambtenaar van de cel bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit een machtiging verleend om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties betreffende de werking van de cel en de aankoop van allerlei goederen, op te richten in organisatie-afdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest tot en met een bedrag van 5.500 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 16.** § 1. De Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten is belast met de bestuurlijke bijstand in zake personeel bij de cel en de loonadministratie voor de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2.

Er wordt aan de adviseur verantwoordelijk voor de vaste hulpdienst een machtiging verleend om elke uitgave die de eerste ordonnateur vastgelegd heeft en die berekenbaar is op een specifieke basisallocatie op te richten in organisatie-afdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, van dit besluit, te ordonnanceren.

**Art. 17.** Voorgaande bepalingen hebben niet als gevolg de primaire ordonnateur de bevoegdheid te ontnemen om alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 18.** Het Ministerie van het Waalse Gewest stelt de cel de lokalen, de kantoren en het meubilair die noodzakelijk zijn voor de goede werking ervan ter beschikking.

De informatica-uitrusting, met inbegrip van alle software, gegevensbanken of stukken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten die aan de cel zijn toevertrouwd, wordt door het Ministerie van het Waalse Gewest ter beschikking van de cel gesteld. Voor het overige kan die uitrusting aangekocht of gehuurd worden in de voorwaarden uiteengezet in artikel 19.

**Art. 19.** Met inachtneming van de voorwaarden ter regeling van de overheidsopdrachten stelt de leider van de cel de Minister belast met Ruimtelijke Ontwikkeling dienstencontracten voor, meer bepaald met het oog op de samenwerking met consultancykantoren die hem in zijn opdracht bijstaan.

Hij bereidt in voorkomend geval de voorstellen tot aankoop die ter aanvulling van de materiële middelen bedoeld in artikel 18 nodig zouden zijn, voor.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 21.** De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE